

intervenants (y compris les gouvernements étrangers) d'y faire référence pour orienter leurs politiques et guider leurs actions sur le terrain.

Par conséquent, le Canada doit voir à la création d'un programme d'éducation civique et institutionnelle facilement accessible, afin de permettre à l'ensemble des intervenants de la société civile de développer une conception semblable de la sécurité humaine et de disposer d'un point de repère commun pour coordonner leurs réflexions et leurs actions. De façon plus générale, ce programme d'éducation civique et institutionnelle constituerait, en lui-même, une occasion de renforcer la coordination et la coopération entre les différentes intervenants.

7. Le Canada doit promouvoir une redéfinition du mandat du Conseil de Sécurité et des organisations internationales afin d'assurer une reconnaissance de toutes les dimensions de la sécurité humaine

Le concept de sécurité humaine comprend de nombreuses dimensions qui ne sont pas reconnues par le Conseil de Sécurité, ni par l'ensemble des organisations internationales. L'efficacité de la mise en oeuvre de la sécurité humaine dépend foncièrement de son intégration complète aux objectifs et à la mission du Conseil de Sécurité et des organisations internationales.

Par conséquent, le Canada doit promouvoir une révision du mandat du Conseil de Sécurité et des organisations internationales agissant au sein de sphères comprises dans la sécurité humaine pour que ces instances internationales reconnaissent l'ensemble des dimensions (et des liens qui unissent ces différentes dimensions) qu'englobe la sécurité humaine.

8. Le Canada doit promouvoir une intervention devant répondre aux problèmes de la Sierra Leone

Une intervention visant les sources de la crise l'actuelle au Sierra Leone fournirait une première occasion de mettre à l'épreuve le concept de sécurité humaine. Dans le cadre de la situation actuelle de l'État africain, le Canada se doit de donner l'exemple en prenant les devants pour appuyer le gouvernement élu démocratiquement de la Sierra Leone, notamment débloquent les moyens militaires et financiers nécessaires.